



Événement

Sondage «libération»-louis harris-aol

60% approuvent la mobilisation

Un fort clivage subsiste pourtant entre salariés du privé et du public.

Par Renaud DELY

lundi 12 mai 2003

Aproclamer haut et fort sa volonté de réformer les retraites dans un contexte économique et social difficile, Jean-Pierre Raffarin inquiète. Tel est le verdict de notre sondage *Libération*-Louis Harris-AOL (1). Il témoigne d'une angoisse diffuse, touchant d'abord, mais pas seulement, les fonctionnaires, et aussi d'une certaine résignation : à la veille d'une journée de mobilisation, l'opinion attend le Premier ministre au tournant. Sans croire, pour l'instant, qu'il soit sur le point de verser dans le décor.

Certes, le spectre de la «grève par procuration» qui avait eu raison du plan Juppé en décembre 1995 plane sur la potion Raffarin : 60 % des Français (contre 38 %) jugent que les fonctionnaires ont «*raison de se mobiliser*», un soutien partagé par 55 % des salariés du secteur privé. Pourtant, seul un quart des personnes interrogées pensent que la journée de demain peut conduire le gouvernement à revoir sa copie de façon significative. Même les deux tiers des fonctionnaires s'attendent à ce qu'elle demeure quasi inchangée. Comme un écho de l'avertissement du Premier ministre, qui prévenait la semaine dernière que «*ce n'est pas la rue qui gouverne*»...

Inquiétude. Trois mois après avoir ouvert son grand chantier, Raffarin est cependant loin d'avoir rassuré. Si sa route est droite, elle se dirige dans le «*mauvais sens*» pour 58 % des personnes interrogées (83 % dans le public et 52 % dans le privé), 38 % seulement jugeant que ses «*solutions*» vont dans le «*bon sens*». L'inquiétude est accentuée par les risques de télescopage avec les velléités réformatrices de Luc Ferry dans l'éducation, elles aussi contestées (54 % contre 33 %), et l'action du gouvernement contre le chômage : 68 % des Français considèrent que celle-ci va dans le «*mauvais sens*» contre 25 % d'avis contraire. Alors que la lutte contre l'insécurité est toujours plébiscitée à 72 % et la politique familiale approuvée par 58 % des Français.

La réforme des retraites est observée avec davantage de bienveillance lorsqu'elle est jugée dans le détail. Deux principes sur lesquels le gouvernement a axé l'essentiel de sa communication semblent recueillir l'assentiment de l'opinion : «*l'équité*» et le libre choix. C'est au nom de la première que 78 % des Français (60 % des salariés du secteur public) approuvent l'alignement de la durée de cotisation des fonctionnaires sur les 40 annuités en vigueur dans le privé. L'autonomie que fait miroiter le gouvernement incite 62 % des personnes interrogées à approuver l'extension de «*l'épargne personnelle*», tandis que 71 % applaudissent l'encore vague concept de «*retraite à la carte*». Nombre de futurs retraités, en majorité issus du secteur privé, espèrent tirer un profit individuel de ces nouveaux dispositifs qui feront inévitablement des gagnants... et des perdants.

Frontière. Le sort des fonctionnaires creuse la fracture public-privé : seuls 40 % des fonctionnaires sont prêts à cotiser davantage alors que les deux tiers des salariés du privé les y encouragent. Mais lorsqu'il s'agit d'inciter tous les Français à un effort accru, indépendamment de leur statut, le front du refus dépasse cette frontière. Le public appuie le privé dans son refus de cotiser plus longtemps une perspective rejetée par 72 % des Français tandis que l'augmentation de la durée de cotisation jusqu'à 42 ans pour tous, à l'horizon 2020, se heurte à l'opposition de 54 % des personnes interrogées (59 % dans le privé et 72 % dans le public).

Au total, c'est bien la persistance de la coupure entre public et privé qui reste le meilleur allié du gouvernement. «*En dépit d'un potentiel de contestation, mai 2003 n'apparaît pas à ce jour comme la répétition de novembre-décembre 1995*», résume François Miquet-Marty, directeur des études politiques de Louis Harris. Que les fonctionnaires qui descendront dans la rue demain se muent en porte-parole d'un salariat angoissé par un contexte social menaçant et il pourrait en être autrement.

(1) Réalisé les 9 et 10 mai par téléphone auprès de 1 007 personnes.

